



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Justice-pour-les-arreteEs-du-G20>

# Justice pour les arrêtéEs du G20

- Communiqués -



Date de mise en ligne : vendredi 20 août 2010

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Nous demandons que toutes les accusations soient immédiatement retirées et que la lumière soit faite concernant l'ensemble des violations des libertés civiles subies par les arrêtéEs. Pour ce faire, nous exigeons qu'une commission d'enquête indépendante et publique soit créée et que les individus impliqués dans la violation de nos droits soient tenus responsables.**

Le 23 août, les manifestantEs au sommet du G20 qui font face à des accusations devront se présenter en cour à Toronto. À la veille de cette comparution, nous tenons à rappeler le caractère illégal et illégitime des arrestations qui ont été faites et à dénoncer les multiples abus dont les arrêtéEs ont été victimes lors de leur détention.

Au cours de la fin de semaine du 25 au 27 juin, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Toronto pour protester contre la tenue du sommet du G20 ou contre les décisions prises à huis clos au mépris de la population. Alors que les manifestantEs n'ont qu'exercé leur droit à la liberté d'expression, plus de 1000 d'entre eux et elles ont été arrêtéEs et ont connu une répression policière sans précédent dans l'histoire du Canada.

Près d'une centaine de personnes en provenance du Québec a été arrêtée alors que ces dernières dormaient dans un gymnase et des dizaines d'autres ont été arrêtées au hasard dans la rue. Certaines ont été détenues jusqu'à 70 heures dans des conditions inacceptables : manque d'eau et de nourriture, privation de sommeil, fouilles à nu systématiques, intimidation de la part des policiers, délai illégal d'accès à un avocat et absence de présomption d'innocence. Alors qu'elles étaient là pour s'exprimer sur des enjeux qui nous concernent touTEs, on leur a clairement fait savoir qu'aucune dissidence politique ne serait tolérée. Tout cela suite à la diffusion erronée d'une modification de la loi sur les ouvrages publics qui eut pour effet de transformer tout le centre-ville de Toronto en une zone de non-droit. De plus, une véritable campagne de désinformation a été orchestrée pour justifier a posteriori les actes inacceptables commis par les forces de l'ordre.

Même si des gens de toute origine ont été arrêtés et ont vu leurs droits bafoués, la répression n'a pas été aveugle pour autant. Certains groupes ont été ciblés durant les arrestations, dont les Québécois et les individus s'écartant de la « norme » par leur apparence. Lors de la détention, des groupes ont aussi rapportés avoir été victimes de discriminations diverses, dont les femmes et les personnes homosexuelles. Le profilage politique et social qui a eu lieu de manière systématique à Toronto doit être dénoncé, mais doit aussi nous alerter quant à la discrimination que subissent quotidiennement plusieurs groupes marginalisés au sein de nos communautés.

Aujourd'hui, plus de 200 personnes arrêtées à Toronto font face à des accusations criminelles, dont plusieurs dizaines en provenance du Québec. Pourtant, elles étaient là pour joindre leur voix à ceux qui dénoncent les injustices du système. Elles étaient là pour que leurs revendications politiques soient entendues. Nous n'accepterons pas que l'engagement social et l'action politique soient criminalisés.

C'est pourquoi nous demandons que toutes les accusations soient immédiatement retirées et que la lumière soit faite concernant l'ensemble des violations des libertés civiles subies par les arrêtéEs. Pour ce faire, nous exigeons qu'une commission d'enquête indépendante et publique soit créée et que les individus impliqués dans la violation de nos droits soient tenus responsables.

Le RAG20 (Regroupement des ArrêtéEs du G20)